

NOS POTINS - VILLE

500.000 Z de Salongo

Bonne initiative que celle de "jeunes acquis au changement" de quartiers Essence, Nyamugo et autres Buholo à Kadutu. Chaque samedi et jour férié, ils s'investissent dans un Salongo comme pour rappeler à l'autorité urbaine et de zones qu'elle ne foute absolument rien pour assainir leurs quartiers où les principales avenues sont devenues impraticables. D'où l'absence de transport en commun. Les quelques rares taxis multiplient par quatre le prix de la course. Mais, là où le bât blesse c'est lorsque ces jeunes gens s'offrent la liberté d'exiger à chaque chauffeur, qui franchit la zone en réfection, 500.000 Z d'une taxe sans nom ! Faute d'une autorité légale, cette imposition altère pourtant une bonne initiative à encourager.

"J'ai l'armée avec moi"

"J'ai l'armée avec moi". Personne n'a cru à M. le gouverneur du Nord-Kivu lorsqu'il prononçait cette phrase devant les présidents régionaux des partis politiques. Pour preuve, cette armée vient de lui faire broyer du noir à l'occasion de pillages et de la mort de son "patron" Nyamwisi. Surtout qu'il se racontait que les hommes de Rumeo voulaient bien rentrer au front avec Kalumbo devant, lui qui clamait qu'il n'y avait aucune rébellion !

Juges et parties

Un groupe d'étudiants, victimes de critères que le doyen de leur faculté a lui-même jugé trop sévères, sont en justice pour dénoncer la partialité du recteur de l'ULPGL. Ce dernier et ses jurys "n'ont pas besoin de quorum et font danser le critérium selon qu'on est devant la gente féminine ou le genre "laborieux". Reste à savoir comment la justice tranchera cette affaire lorsqu'on sait que certains magistrats sont aussi professeurs à l'ULPGL où ils peuvent récolter quelques deutsches marks. Contre l'action des étudiants brimés, cette alma mater de Goma exigerait déjà 12 milliards de zaïres comme dommages et intérêts ! Entre-temps à l'ISGEA/Bukavu, le grogne continue. Les étudiants ont "séché" les cours pendant quelques temps pour dénoncer la pratique de paiement en devises des frais exorbitants d'inscription et académiques, équivalant à des centaines de millions de zaïres.

Méningite et business

Le monde appartenant aux plus rapides dans toutes les circonstances, les médecins de Goma ont pris en compte cet adage populaire et se taper du magot en agitant le spectre de la méningite sévissant à nos frontières. Après s'être procuré de l'autre côté des flacons de vaccin anti-méningite pour 100.000 Frw la dose de 50 personnes (soit 6.000.000 Z par individu), ces toubibs de Goma ont pris pour cobayes les entreprises locales auxquelles les ambulants se sont joints. Et ce, sans garantie médicale puisque l'inspection régionale de la Santé publique n'a pas osé lever le petit doigt. Entre-temps, le voisin aurait déjà conjuré le péril qui serait déjà dans nos murs. Comme qui dirait que le "business" prévaut bien sur la santé publique.

Qui commande la SFE ?

Humilié par ses travailleurs à Kalemie, le DG de la SFE est rentré dernièrement bredouille via Kinshasa à Kindu. Là, ce patron ne sait plus comment reprendre le commandement de sa direction générale. Et pour cause, ses collabos directs qui ne veulent plus quitter Kalemie n'obtempèrent plus à ses ordres phoniques. Tandis que les "cheminots" de Kindu préfèrent continuer la grève en attendant que le moins gradé d'entre eux puisse toucher une enveloppe mensuelle de 50 millions de zaïres à l'instar de ses collègues de Kalemie. Il n'y a donc personne aux commandes de la SFE !

La milice du gouverneur

Pour stopper les pillages qui risquent fort de devenir monnaie courante au chef-lieu du Maniema, le gouverneur Omari vient de recruter à travers les 3 zones urbaines de Kindu-Molungé 100 jeunes gens. Ayant chacun reçu 3.500.000 Z comme frais de recrutement, ces jeunes gens joueront le rôle des gendarmes, a soutenu publiquement l'impopulaire gouverneur l'autre jour au cercle de la SFE. Selon certains responsables des partis politiques acquis au changement, cette milice est plutôt montée dans la perspective des présidentielles et non pour le maintien de l'ordre public. Allez y comprendre quelque chose dans un Etat de droit.

Je lis Jua depuis 1982

Il y a une décennie que je lis fidèlement Jua, un journal auquel j'ai beaucoup de respect et que je fais lire à mes amis. De dix journaux proposés au concours-sondage de notre hebdomadaire à l'occasion de la commémoration de ses vingt ans d'âge, Jua occupe la première place.

Cette position, Jua la mérite. Car j'ai remarqué que les autres titres se rangent absolument soit du côté de la mouvance politique, soit nettement derrière l'opposition radicale. Je déteste personnellement les journaux à tendance et Jua me permet d'obtenir les informations de deux camps politiques : l'opposition et la mouvance présidentielle ont chacune sa place dans ses colonnes. C'est pourquoi d'ailleurs je le lis de la première à la dernière page car, en plus, il est bien présenté.

En tant que lecteur de toutes les rubriques, je demande à notre hebdomadaire de consacrer plus de place aux courriers lecteurs en cette troisième décennie qu'auparavant. Davantage de pages de courriers ! Je propose tout au moins une page et demie.

Membre du parti politique UDPS (Union pour la Démocratie et le Progrès Social), âgé de 25 ans, je suis étudiant en deuxième année de licence à l'ISGEA/Bukavu en option "Marketing et dynamique commerciale".

Bonne vie à Jua et à sa dynamique équipe rédactionnelle à qui je m'intéresse et demande de persévérer dans le métier et de se perfectionner.

Eugène Nyangaka Kabamba
15 av. Corniche/Nguba
Zone d'Ibanga/Bukavu

Jua, mon journal préféré,

Avec un cœur plein de joie, j'exprime ma satisfaction, combien grande, de voir Jua totaliser 20 ans d'âge et organiser un concours-sondage. Historien de formation, lecteur de Jua depuis 1977, je ne tente pas ma chance pour gagner un prix. Loin de là. Je partage son souci de se voir critiquer pour survivre.

En effet, les 20 ans de notre hebdomadaire, à mon avis, comportent deux grandes parties. De 1972 à 1990, c'est sans conteste la période correspondant au monopartisme dans la vie politique au Zaïre et de 1990 à nos jours, l'ère de la démocratie multipartite. Durant les deux temps, Jua ne m'a pas déçu : sa forme et son fond m'ont plu. J'ai l'impression que par rapport à certains journaux kinols, Jua consacre suffisamment de temps pour la toilette de ses textes et l'esthétique de sa mise en page.

Cependant, la lecture des éditions de ce journal d'avant 1990 montre une ancienne face de Jua :

un hebdomadaire qui a joué un rôle considérable dans l'oppression du peuple par ses dirigeants de la 2ème République. Tellement il était au service du pouvoir pour asseoir la doctrine du MPR, parti-Etat. Ces efforts pour l'installation de la dictature - ou du moins pour sa justification - m'ont plongé dans la déception. Surtout lorsque je relis l'éditorial de son premier numéro, je conclus : "c'était un journal du MPR et non du peuple". Un extrait de cet éditio en est la preuve : "en bon militant du MPR je transmettrai fidèlement les paroles révolutionnaires du président-fondateur du MPR, le général de corps d'armée Mobutu Sese Seko..."

Certains vieux titres m'étonnent aujourd'hui : "Mobutu, chef providentiel" et "Réaffirmation de la primauté du MPR" parus dans ses éditions de juillet 1984 (n° 247). Toutefois, l'enseignement a été servi durant la même période. Bravo, cher Jua. N'a-t-on pas vu des pages entières ou des numéros spéciaux consacrés à l'enseignement ou à la publication des résultats des examens d'Etat ?

S'agissant des enquêtes menées et publiées par notre hebdo bilingue - ce qui n'est pas négatif -, elles sont aussi nombreuses qu'intéressantes. Après les avoir catégorisées, beaucoup - en tout cas pas toutes - m'ont plu. C'est là aussi que Jua fait la différence avec d'autres journaux. Je citerai entre autres : les enquêtes économiques. Dans ce domaine, Jua a mené des enquêtes grâce auxquelles ses lecteurs sont informés sur la fraude et autres aspects économiques.

Les conflits religieux et de pouvoir ont été dénoncés : "Kyembwa contesté à l'ECZ", "Ca chauffe à la communauté musulmane du Kivu", "le cas Milani sur le tapis...", les conflits de succession au trône à Kabare et chez les Bafuliru...

Par ailleurs, les enquêtes sur les érosions, les constructions anarchiques et les conflits fonciers ont été sérieusement menées par Jua.

Les analyses sont réfléchies et complètes. C'est le cas à Bukavu de la spoliation de terres à Mulengeza et à l'ISP et divers conflits de terre au Nord-Kivu.

Mais, Jua, journal de dénonciation n'a pas non plus fermé l'œil sur les détournements des deniers publics et les injustices ainsi que toutes formes d'oppression des faibles par les cadres dans certaines contrées. Les éditions 374 (maître Haguma arrêté mais pourquoi ?) et 376 de 1988 (Matenende-Kamituga, chasse-gardée aurifère des cadres) illustrent bien l'option de Jua pour la libération du peuple zaïrois longtemps exploité par son frère "cadre".

En politique, l'intérêt porté par le journal aux problèmes de la nationalité zaïroise, les assassinats à Kabare et sa lutte pour la démocratie sont aussi à épingle. Mais le fort de Jua réside dans la rubrique "Potins-ville". Dans un pays où il était quasi impossible de corriger les intouchables cadres du MPR, Jua s'est confié l'audace de les pointer de doigt : ministres,

autorités régionales, urbaines, municipales et autres n'ont pas été ménagés.

Mais à propos des analyses politiques, Jua est neutre et impartial dans le traitement de ces genres d'informations. Ni extrémiste, ni "mouvancier", ni radical comme les journaux Umoja et Temps nouveaux ou Salongo. J'apprécie la position de Jua, sa tendance à réconcilier les parties en tenant compte, dans son style, de la légalité.

Le bilinguisme swahili-français opté par Jua est à maintenir. L'originalité de notre hebdo c'est aussi cette façon de servir les lecteurs swahiliphones. Restez dans cette voie que nous croyons bonne.

Déo Kalafula Lusu Yululu
Professeur à l'IDAP/ISP
B.P. 854 Bukavu

Protection ou confiscation des biens ?

Il se passe à l'intérieur du pays des scènes de vandalisme dont on ne peut se passer de la description en ces temps de la démocratie.

A Kalima, des militaires armés de lances et de couteaux sont en train d'exterminer le petit bétail des travailleurs de la Sominki. Pour ne citer qu'un cas, le mercredi 23 décembre 1992, nous avons assisté à la destruction et à l'élimination des chèvres, moutons et porcs qui brouaient paisiblement dans les camps de Plessy, Cantine, Arpointés, Famille et Kiwala. Les pillards étaient bel et bien ces éléments de la brigade minière de la Sominki qui ont emporté le butin dans leur camp militaire.

La seule question que nous nous posons est de savoir quel est le véritable rôle de cette brigade minière apparemment au service de la Sominki. Les militaires ou les gendarmes armés de couteaux, sont-ils différents des rebelles "Simba" des années 1964 ?

R.K.

Travailleur Sominki-Kalima

NDLR : Les faits dénoncés par notre correspondant occasionnel sont fondés. Les dirigeants de la Sominki ont d'ailleurs saisi la hiérarchie militaire. Le commandant de la compagnie de la Brigade minière, installé à Kamituga et supervisant toute l'unité éparpillée dans les centres de la Sominki, a dû se rendre à Kalima pour voir les voies et moyens en vue de dédommager ces travailleurs sinistrés que l'autorité militaire remettra dans leurs droits. En ce qui concerne la présence de cette unité dans les exploitations minières de la Sominki, il faudrait rappeler que la brigade minière avait été créée par ordonnance pour protéger les substances et pierres précieuses. Devant la recrudescence des vols et suite à de nombreuses plaintes de la Sominki, les autorités militaires du pays ont affecté en décembre 1981 à la Sominki les éléments de la brigade minière, des éléments qui avaient servi à la Miba à Mbuji-Mayi.